

l'embargo sur les colis. Naturellement, l'effet ne s'en fera pas sentir avant deux ou trois jours.

DÉFENSE NATIONALE

L'ENTRAÎNEMENT SPÉCIAL EN VUE DE L'AFFRONTLEMENT DES GROUPES DE PROTESTATAIRES

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Puis-je poser une question au ministre de la Défense nationale? Peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'un nombre suffisant d'unités de nos forces armées reçoivent un entraînement spécial destiné à les mettre en état d'affronter des groupes de protestataires, de manière à éviter des incidents comme ceux qui se sont produits hier dans l'Ohio sur le campus de l'Université de Kent, le jour où nos troupes seraient appelées à prêter main-forte aux autorités civiles au Canada?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Il me semble que la procédure régissant le recours aux forces armées est extrêmement rigide au Canada. Il est entendu, que les forces armées restent toujours sous l'autorité du pouvoir civil. Cependant, nous devons faire en sorte qu'en toute circonstance les officiers régulièrement investis du commandement demeurent pour leurs soldats l'autorité ultime.

L'INDUSTRIE

L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS VISANT L'URANIUM AUX SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ET MINIÈRES

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Vu l'inquiétude qui règne dans les entreprises minières et pétrolières, j'aurais une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à la suite de sa déclaration d'aujourd'hui? Nous dirait-il si les règles et règlements qui viennent d'être définis à propos de l'industrie de l'uranium s'appliquent d'une manière ou d'une autre aux personnes ou aux sociétés s'occupant du développement des industries minières ou pétrolières au Canada, l'uranium excepté.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Il n'y a eu des restrictions quant à la propriété étrangère ou autre pour aucun secteur de l'industrie minière ou pétrolière, sauf pour l'uranium. Toutefois, et je crois que le gouvernement l'a déjà annoncé, on étudie actuellement tout le problème de la propriété étrangère dans l'industrie canadienne en général. Mais, à ce jour, il faut dire bien clairement qu'il n'existe aucune règle qui d'une façon ou d'une autre interdise ou limite la propriété étrangère dans

[L'hon. M. Kierans.]

n'importe quel domaine excepté l'uranium. Le communiqué d'aujourd'hui portait sur l'uranium, le seul sujet des communiqués précédents. Les règlements que l'on doit préparer en vue de discussions avec l'industrie et les provinces visent seulement l'uranium.

M. Woolliams: Comme un grand nombre des sociétés qui s'occupent de production pétrolière et d'autres opérations minières sont reliées entre elles, qu'elles ont des intérêts tant dans l'uranium que dans d'autres minéraux et dans le pétrole, les règlements annoncés aujourd'hui s'appliqueront-ils aux sociétés dont je parle et à ce qu'elles possèdent en uranium aussi bien qu'en autres minéraux et en pétrole?

L'hon. M. Greene: Ils viseront ces sociétés quant à la part de leur activité qui concerne l'uranium mais aucunement quant à leurs opérations concernant le pétrole ou autres matières. Bien entendu, le communiqué d'aujourd'hui indiquait, à propos des terrains où elles sont déjà actives ou l'étaient au 2 mars, qu'elles seront considérées de la même manière que les sociétés minières actuelles et leurs droits sur ces propriétés seront donc protégés.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne reste que trois ou quatre minutes. Peut-être pourrions-nous reprendre le sujet demain.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'IMPOSITION D'UNE TAXE PROHIBITIVE SUR LES BILLETS PAR LA TCHÉCOSLOVAQUIE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): J'ai une question pour le ministre des Transports. Le gouvernement a-t-il protesté contre les restrictions sévères imposées sur les voyages par la Tchécoslovaquie, particulièrement contre la taxe prohibitive imposée récemment sur les billets d'avion au moment même où Air Canada s'appête à étendre son service jusqu'à Prague?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Aucune protestation officielle n'a été formulée jusqu'ici, mais nous étudions le cas et, dans un jour ou deux, nous prendrons la décision qui s'avérera nécessaire ou pratique.

L'URANIUM

L'AIDE AUX PETITES COMPAGNIES MINIÈRES

M. Norman A. Cafik (Ontario): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.